

Réponse de GRDF à la consultation publique N°2019-006 du 27 mars 2019 relative à la structure du prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et TEREGA.

Question 1 Partagez-vous le bilan de la CRE sur le dimensionnement des réseaux français de transport de gaz naturel et sur la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissement ?

GRDF partage l'avis de la CRE sur le correct dimensionnement des réseaux de transport français et la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissements. GRDF considère que les capacités d'entrée sont même largement sur-dimensionnées en l'absence d'aléas extrêmes ce qui a largement contribué à la réduction de la valeur du stockage conduisant indirectement à la mise en place de leur régulation pour des raisons de sécurité d'approvisionnement.

Ce sur-dimensionnement des réseaux et la régulation du stockage qui garantit peu ou prou le maintien de stocks élevés bénéficient tout particulièrement aux grands industriels raccordés au réseau de transport en limitant très fortement le risque d'interruption lié aux aléas climatiques ou d'approvisionnement d'autant plus qu'ils ne contribuent pas à la couverture des coûts de la compensation stockage.

GRDF s'étonne cependant que la consultation évoque la nécessité de rechercher une certaine continuité entre tarifs de transport et de distribution afin de ne pas entraver la compétitivité des gros industriels raccordés aux réseaux de distribution sans qu'aucune évolution en ce sens de la structure tarifaire transport ne soit évoquée dans la consultation.

Question 2 Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel d'avril à avril, à l'exception des termes tarifaires applicables aux PIR qui évolueraient au 1er octobre de chaque année ?

GRDF n'a pas d'avis sur cette question.

Question 3 Etes-vous favorable au maintien de la classification des réseaux, principal et régional, envisagée par la CRE ?

Question 4 Etes-vous favorable au maintien de la classification de la compensation stockage envisagée par la CRE ?

GRDF est favorable au maintien de la classification des réseaux et des services annexes envisagée par la CRE.

Cependant GRDF regrette le manque de transparence des consultations publiques de la CRE sur la répartition de la BAR des opérateurs de transport entre réseau régional et réseau principal et sur son évolution dans le temps ainsi que sur l'allocation des charges entre réseau régional et réseau principal qui a justifié des hausses très importantes des termes tarifaires de sortie du réseau principal.

A cet égard, la réponse de GRDF à la consultation publique ATRT6 du 25 février 2016 reste parfaitement d'actualité :

« Compte tenu du traitement fortement différencié du transit et des termes de sortie du réseau, l'évolution moyenne du tarif ne reflète pas l'évolution du coût de transport pour les clients selon leur situation (client transport, client distribution, transit) et le niveau de NTR qui peut leur être appliqué.

De même, la Consultation Publique ne fournit aucun élément de synthèse sur la répartition des investissements entre réseau principal et réseau régional sur la période et sur l'évolution de la BAR des opérateurs qui en découle mécaniquement.

Or, il semble manifeste que la majeure partie des investissements réalisés par les deux opérateurs sur la période 2005-2016 a essentiellement porté sur le renforcement du réseau principal.

Enfin, compte tenu du planning des travaux tarifaires envisagés par la CRE, la présente Consultation Publique ne fournit aucune information sur les charges de capital et les opex des opérateurs.

GRDF estime donc qu'il est difficile en l'état actuel des informations fournies dans la consultation de se forger une opinion correcte du bilan de la période ATRT5 et notamment de la bonne allocation des hausses tarifaires aux différents termes constitutifs du tarif de transport. »

GRDF constate cependant que les coûts du réseau principal excèdent désormais les recettes. A ce titre pour éviter un niveau de tarification sur le réseau régional trop élevé pour les niveaux les plus forts, pénalisant tout particulièrement les clients des territoires éloignés du réseau principal, un rééquilibrage à la hausse des recettes sur le réseau principal serait souhaitable.

Question 5 Etes-vous favorable au maintien des principes de tarification (tarification à la capacité, selon un modèle entrée-sortie) et de péréquation en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

GRDF est a priori favorable au maintien des principes de tarification actuels mais considère que les éléments fournis dans la consultation publique ne permettent pas d'apprécier la pertinence économique de l'équilibre actuel.

GRDF considère également que si la réforme des NTR mise en œuvre avec l'ATRT6 a constitué un progrès significatif en plafonnant à 10 le nombre de NTR, , cette réforme aurait pu être poursuivie, tout en maintenant un signal prix, pour amener à une nouvelle diminution du nombre de NTR et renforcer la péréquation et l'attractivité du gaz naturel pour des territoires éloignés du réseau principal.

Question 6 Etes-vous favorable à conserver globalement la répartition entrée/sortie actuelle ?

GRDF considère que les éléments fournis dans la consultation publique ne permettent pas d'apprécier la pertinence économique de la répartition actuelle. Notamment il n'est fourni aucune projection de l'impact potentiel de l'évolution à venir des souscriptions.

Question 7 Etes-vous favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le réseau principal ?

GRDF est favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le réseau principal.

Question 8 Etes-vous favorable à la requalification du PIR Jura en PIRR ?

GRDF n'a pas d'avis sur cette question.

Question 9 Etes-vous favorable au maintien des rabais tarifaires envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles ?

Question 10 Etes-vous favorable à l'apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires ou préférez-vous le maintien d'un apurement sur les seuls termes du réseau aval ?

Question 11 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de répercuter la baisse des souscriptions en entrée et en sortie du réseau de manière équivalente sur l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont ?

GRDF est favorable à l'apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires et non sur les seuls termes du réseau aval.

GRDF regrette le manque d'information sur l'impact des baisses de souscription. Il est cependant probable que la baisse des souscriptions entraîne une meilleure disponibilité des capacités interruptibles, voire élimine en pratique tout risque d'interruption pour les shippers. De ce fait, GRDF n'est pas favorable au maintien des rabais tarifaires envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles et proposerait de les diminuer, voire de les annuler suivant les projections d'utilisation qui pourraient être faites par la CRE et les opérateurs de transport.

La consultation publique ne fournit aucune information sur l'impact de la diminution des souscriptions long terme, l'évolution concomitante potentielle des souscriptions court terme et leur impact sur les revenus des transporteurs. En conséquence, il est difficile à GRDF de se prononcer sur la proposition de la CRE de répercuter la baisse des souscriptions sur l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont. Toutefois, sur le principe, une application à l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont paraît souhaitable pour limiter les hausses excessives.

Question 12 Quelle est votre position sur l'offre de transfert de capacités entre PIR à prix préférentiel selon les modalités proposées par GRTgaz ?

GRDF n'a pas d'avis sur cette question.

Question 13 Etes-vous favorable à la possibilité pour un expéditeur de faire évoluer sa souscription de capacités aux PITTM la veille pour le lendemain, tout en conservant l'intégralité du volume de capacités initialement souscrites ?

GRDF n'a pas d'avis sur cette question.

Question 14 Etes-vous favorable à l'évolution de la règle d'attribution des capacités au PITTM de Fos à compter de 2021 proposée par la CRE, pour tenir compte de la réduction de la capacité de régazéification à Tonkin ?

GRDF n'a pas d'avis sur cette question.

Question 15 Etes-vous favorable à l'offre de pooling aux PITTM proposée par GRTgaz ?

GRDF n'a pas d'avis sur cette question.

Question 16 Etes-vous favorable au maintien dans le tarif ATRT7 des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

GRDF est favorable au maintien de ces principes même si elle considère que la réforme des NTR devrait être poursuivie progressivement.

Les maillages de réseau distribution nécessités par l'injection croissante de bio méthane conduiront à mailler des réseaux appartenant à des PITD distincts ayant des niveaux de NTR différents. Si le statu quo reste une solution de court terme, GRDF serait favorable à appliquer à toutes les communes du regroupement un niveau de NTR unique calé sur le niveau de NTR le plus bas afin que l'injection de bio méthane ne puisse se traduire par une augmentation de l'ATRT de certaines des communes concernées.

Par ailleurs, les injections progressives de bio méthane en tout point de ces réseaux régionaux vont contribuer d'une part à modifier le sens de circulation historique du gaz et d'autre part, hors exception, à exclure tout besoin de renforcement de ces antennes. Dans cette perspective, il devient intellectuellement difficile de justifier que le tarif sur le réseau régional continue à augmenter au fur et à mesure de l'éloignement du réseau principal de transport. Ce constat milite donc aussi pour une plus grande péréquation de la tarification sur le réseau régional.

Question 17 Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?

GRDF est surpris de ne pas avoir été consulté sur cette proposition qui n'a pas été discutée avec les services de la CRE. Abaisser les coefficients de 8 à 4 pour les mois de janvier et février a un impact sur les revenus de GRDF et des distributeurs en général.

Cela risque également d'inciter les clients à réserver moins de capacité annuelle et davantage de capacité mensuelle.

Par ailleurs, en cas de demande d'augmentation de capacité, il est à noter qu'il sera nécessaire de vérifier que le réseau de distribution est en capacité de répondre à ces demandes : une étude faite par le BERG est nécessaire. En cas de renforcement du réseau, les coûts devront être facturés aux clients et la capacité ne sera disponible qu'après ces travaux de renforcement.

Une telle évolution nécessite donc d'être examinée précisément par GRDF. GRDF est donc défavorable à sa mise en œuvre sans que cet examen ait pu être réalisé.

Question 18 Etes-vous favorable à la suppression du 2eme seuil des pénalités pour dépassement de capacité comme proposé par GRTgaz ?

En pénalisant moins les forts dépassements GRDF souhaiterait que la CRE s'assure que cette disposition ne conduira mécaniquement à inciter les fournisseurs à souscrire.

Question 19 Etes-vous favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités, qui seraient reversées par les GRT via le tarif ?

GRDF est favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités dès lors qu'il va directement bénéficier aux clients finaux.

Question 20 Etes-vous favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court ?

Si oui, considérez-vous que cette suppression devrait intervenir en parallèle de la mise en œuvre de l'interruptibilité ?

GRDF est favorable à la suppression de cette offre d'interruptibilité qui n'a jamais été activée et dont les CCCG raccordées au réseau de distribution ne pouvaient bénéficier.

Pour les mêmes raisons que celles évoquées à la question 23, GRDF considère que la suppression immédiate de cette offre incitera les acteurs à la mise en place des nouveaux dispositifs d'interruptibilité.

Question 21 Etes-vous favorable à la suppression du terme de proximité ?

GRDF est favorable à cette suppression.

Question 22 Etes-vous favorable au maintien de la remise raccordement selon les modalités en vigueur ?

GRDF constate que ce dispositif a facilité le raccordement de nouveaux clients qui induisent des souscriptions nouvelles sur les réseaux de transport et de distribution.

GRDF est favorable au maintien de ce dispositif selon les modalités en vigueur.

Question 23 Considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en œuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?

Globalement GRDF constate à la lecture des deux consultations publiques sur les structures tarifaires Transport et Distribution que la CRE n'envisage que peu de mesures pour réduire les distorsions tarifaires importantes qui existent pour les grands clients industriels selon qu'ils sont raccordés directement au réseau de transport ou au réseau de distribution.

Ces distorsions sont d'autant plus préoccupantes qu'elles concernent des industriels qui exercent des activités en concurrence. Il importe donc de réduire rapidement ces distorsions pour répondre aux demandes légitimes des industriels traités aujourd'hui de façon discriminatoire.

Pour autant, GRDF ne peut que constater la multiplication des demandes ou tentatives de contournement du code de l'énergie de la part d'industriels pour obtenir un raccordement direct au réseau de transport.

En conséquence, GRDF ne peut être d'accord avec la proposition de la CRE concernant le maintien du statu quo sur l'assiette de la compensation stockage en l'absence de mise en place d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage.

Cette proposition est inacceptable d'autant plus qu'aucun des acteurs les plus directement concernés par la définition de ce dispositif d'interruptibilité n'a probablement d'intérêt à sa mise en place rapide.

GRDF considère au contraire que l'élargissement immédiat de l'assiette de la compensation stockage est le seul moyen de faire bouger rapidement les acteurs concernés sur la mise au point d'un dispositif d'interruptibilité pertinent et non discriminatoire et donc applicable aussi bien aux

clients raccordés au réseau de distribution qu'à ceux raccordés au réseau de transport, à caractéristiques équivalentes de consommation.

Question 24 Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

Les coûts de raccordement facturés aux producteurs de biométhane, en addition à la prestation de Service d'injection de biométhane définie au Catalogue des prestations de GRDF, incitent déjà les porteurs de projets à réduire les contraintes sur le réseau notamment en se regroupant et en se rapprochant des réseaux. GRDF ne considère pas pertinent de créer un signal économique supplémentaire. Toutefois, dans l'attente de la sortie du décret sur le droit à l'injection, le signal économique est considéré comme insuffisant et potentiellement inéquitable. A titre d'exemple, dans le cas des ouvrages mutualisés, il répercute l'essentiel des coûts au premier porteur de projet.

GRDF est favorable à une répartition entre tous les producteurs des coûts des ouvrages mutualisés restant à leur charge indépendamment de la chronologie des raccordements. Cela permettra d'optimiser les coûts globaux des réseaux.

Question 25 Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure du tarif ATRT7 ?

Pas d'autres remarques.